

DEPARTEMENT
Du NORD

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Envoyé en préfecture le 13/10/2021
Reçu en préfecture le 13/10/2021
Affiché le 13/10/2021
ID : 059-265904565-20211011-N311102021-DE

ARRONDISSEMENT
De DOUAI

COMMUNE de PECQUENCOURT

EXTRAIT du REGISTRE Des DELIBERATIONS du CONSEIL D'ADMINISTRATION du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

OBJET

Délibération N°3
Distribution d'une carte
cadeaux aux enfants
handicapés de moins de 20
ans et titulaires d'une
carte d'invalidité

L'An Deux Mille Vingt et Un.
Le 11 octobre 2021 à 17 H 15.
Le Centre Communal d'Action Sociale de PECQUENCOURT, dûment
convoqué par Monsieur le Président, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses
séances, sous la Présidence de Monsieur Joël PIERRACHE.
Votants : 15 dont 2 procurations - 1 absent.

PRESENTS :

Messieurs : PIERRACHE Joël – OUAAZZI Omar – BELHADRI Youssef –
VANANDREWELT Rémy – LASSON Jean Marie – STALLONE Estienne.
Mesdames : GRODZKI Agnès – ALFANO Marie Joëlle – KOMIN Pascale - FROMONT
Fabienne – CORREAU Marie-Thérèse – BROUTIN Françoise – INTURRISI Virginie –
MARCZEWSKI Christiane – VANANDREWELT Thérèse.
Procurations : Madame MAZAGRAN Rosanna à Monsieur PIERRACHE Joël
Monsieur VANANDREWELT Rémy à Madame FROMONT Fabienne.
Absent excusé : Monsieur PACCIOCO Gilles.

Secrétaire de séance : Madame BROUTIN Françoise.

Monsieur le Président informe l'assemblée qu'un cadeau est remis aux enfants de moins de 20 ans, titulaire d'une carte d'invalidité.

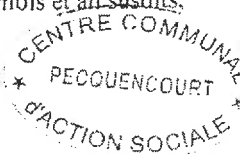
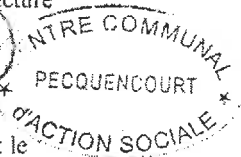
Le coût du cadeau est de 75.00€ par enfant.

La Commission Administrative,
Après délibération,
A L'UNANIMITE des voix

AUTORISE : Monsieur le Président à prendre en charge le coût des cartes cadeaux.
DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Délibération rendue exécutoire par dépôt
Et publication en Sous Préfecture
Joël PIERRACHE

Fait en séance les jours mois et an susdits,
Pour copie/conforme
Joël PIERRACHE



Publiée le

Transmise au Représentant de l'Etat le

Monsieur le Président du CCAS certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administrative de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.